

Mémoire de Greenpeace

Présenté à la Commission sur l'économie et le travail
de l'Assemblée nationale du Québec

Lors des consultations sur le document de travail intitulé *L'occupation du territoire
forestier québécois et la constitution des sociétés d'aménagement des forêts*

30 Octobre 2008

Par Mélissa Filion
Responsable de campagne forêt boréale, Greenpeace Québec

454 rue Laurier Est, 3^e étage, Montréal, H2J 1E7
melissa.filion@yto.greenpeace.org (514) 933-0021 poste 12

1. Mission et mandat de Greenpeace

Greenpeace est une organisation militante indépendante qui utilise la confrontation créative et non violente pour dénoncer les problèmes environnementaux mondiaux et propose des solutions afin d'assurer à tous un avenir écologique et pacifique.

Greenpeace a été fondée au Canada en 1971 et nous avons depuis ouvert des bureaux dans plus de 35 pays répartis sur les cinq continents. Nos représentants assistent à la majorité des conférences mondiales sur l'environnement et notre organisation est reconnue par les Nations Unies. Greenpeace compte près de 30 000 membres au Québec, 80 000 membres au Canada et plus de 2,5 millions dans le monde.

Greenpeace fait campagnes pour la protection des forêts anciennes et intactes à travers le monde, notamment dans les plus importantes régions forestières telles que l'Amazonie brésilienne, la forêt du Congo, de l'Indonésie, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des îles Solomon, de Thaïlande, du Mexique, du Chili, de l'Argentine, de la Finlande, de la Suède, de la Norvège, de la Russie, des États-Unis, en Colombie-Britannique et, évidemment, au Québec, dans le but de préserver la forêt boréale.

2. Introduction

Greenpeace met en place au Québec des campagnes uniques dans le but de sensibiliser le public ainsi que les acteurs des marchés internationaux à la nécessité de protéger la forêt boréale québécoise. À certains égards, ces moyens de pression peuvent avoir un impact sur l'activité économique et l'image du secteur forestier québécois.

Bien que Greenpeace apprécie sa chance de communiquer directement ses préoccupations aux membres de la commission, l'organisation déplore le fait que très peu, voir même aucune des recommandations de groupes écologistes formulées lors des consultations sur le *Livre Vert*, n'aient été retenues dans le document de travail intitulé *L'occupation du territoire forestier québécois et la constitution des sociétés d'aménagement des forêts*. Greenpeace souligne par ailleurs que la majorité des enjeux environnementaux dont devraient débattre les Québécois en Commission parlementaire sont évincés du document de travail. Ils seront l'objet d'une éventuelle stratégie d'aménagement durable des forêts. Aucune consultation publique n'est prévue pour l'instant à l'égard de cette stratégie. Devons-nous y voir une tactique pour éviter de débattre des grands enjeux environnementaux entourant la refonte du régime forestier?

Or, du point de vue de Greenpeace, la solidité du régime forestier dépendra de sa capacité à maintenir l'intégrité écologique des forêts, de sa façon de mettre en place une protection adéquate des forêts intactes ainsi qu'un véritable aménagement écosystémique. Greenpeace réitère que ces étapes sont incontournables pour arriver à une plus grande reconnaissance du régime forestier québécois, notamment sur la scène mondiale.

Greenpeace attend du gouvernement québécois qu'il statue clairement sa volonté de conserver les dernières forêts intactes de la province. La situation contraire entraînerait la destruction irréversible d'un patrimoine mondial et une confrontation soutenue entre Greenpeace et certaines entreprises forestières québécoises. C'est suivant ce cadre de référence que nous préciserons nos recommandations à l'égard du document de travail.

3. Résumé des recommandations de Greenpeace

- Greenpeace est d'avis qu'il faut déterminer ce qui doit être protégé en forêt boréale avant toute allocation de ressources et que l'exploitation de ces ressources allouées garantisse des emplois durables pour les générations à venir.
- Greenpeace est d'avis que c'est en consultant une équipe de scientifiques crédibles et indépendants que nous pourrions déterminer ce qui doit être protégé.
- *Greenpeace est d'avis que la stratégie d'aménagement durable devrait être soumise à des consultations publiques et rendue publique avant l'adoption du nouveau régime forestier.*
- *Greenpeace est d'avis qu'avant d'instaurer un zonage du territoire forestier et de déterminer des territoires d'aménagement intensif et de ligniculture, le gouvernement doit préalablement définir ce qui doit être protégé en forêt boréale au Québec. Ainsi, s'il veut réellement mettre en place un aménagement durable des forêts, dans une approche écosystémique, le gouvernement doit d'abord s'assurer qu'une équipe de scientifiques, indépendante et crédible, soit utilisée pour définir les proportions et les territoires sous conservation, sous aménagement écosystémique et sous aménagement intensif.*
- *Greenpeace est d'avis que le gouvernement doit maintenir l'actuelle limite nordique des attributions.*
- *Greenpeace rappelle que si le gouvernement veut réellement mettre en place un aménagement durable des forêts, dans une approche écosystémique, il doit d'abord s'assurer qu'une équipe de scientifiques, indépendante et crédible, soit utilisée pour définir les proportions et les territoires sous conservation, sous aménagement écosystémique et sous aménagement intensif.*
- *Greenpeace est d'avis que le gouvernement devrait donner la préférence à la certification FSC quand viendra le temps d'exiger aux sociétés d'aménagement et aux entreprises d'aménagement la réalisation des interventions forestières certifiées.*
- *Greenpeace est d'avis que le gouvernement doit mettre en réserve dès maintenant de vastes territoires de forêts intactes, dans le but de créer de vastes aires protégées, interconnectées, permettant la migration des espèces pour permettre une meilleure adaptation aux changements climatiques.*

- *Greenpeace recommande au gouvernement de permettre la production des bioénergies ou biocarburants à partir de cultures qui :*
 - *Ne causent pas de dommages aux écosystèmes intacts;*
 - *Ne menacent pas la biodiversité;*
 - *Ne se font pas avec des espèces invasives;*
 - *Préservent la santé biologique des sols et ne les exposent pas à l'érosion;*
 - *Conservent les ressources en eaux.*

4. La stabilité économique du secteur forestier québécois tributaire d'une vision claire pour la préservation des forêts intactes

Greenpeace est d'avis que la refonte du régime forestier et la crise économique sont un moment opportun pour un changement de paradigme. Pour passer d'une vision industrielle, où la forêt est une réserve de bois à une autre vision, à une vision plus globale, où la forêt est un écosystème complexe permettant, quand son intégrité écologique est maintenue, une multitude d'utilisations.

Il va sans dire que Greenpeace soulève des interrogations sur la rapidité à laquelle disparaissent les grandes forêts intactes du Québec. Cette dégradation est notamment documentée dans le mémoire de Greenpeace sur le *Livre Vert* de même que dans le rapport de la commission Coulombe.

Afin d'éviter la destruction de ce qu'il reste de forêts intactes au Québec et de garantir des emplois durables pour les générations à venir, Greenpeace presse le gouvernement de ne pas répéter les mêmes erreurs que dans le passé. Une des plus grandes failles du régime instauré dans les années 1980 demeure dans le fait indéniable que la majorité de la ressource forestière ait été allouée aux industriels. Une fois ces droits de coupes alloués, il a fallu se livrer à des négociations difficiles pour pouvoir définir des zones à conserver. « La mise en place d'aires protégées représentatives et fonctionnelles se bute constamment aux multiples usages industriels auxquels on accorde la priorité ¹ ».

Greenpeace propose de renverser le mode actuel de planification et de s'assurer de la présence d'un réseau d'aires protégées représentatif, adéquat et de dimension suffisante AVANT toute allocation de ressources². L'organisation estime essentiel que la diversité présente dans les écosystèmes forestiers intacts soit préservée, selon le **principe de précaution**. Le principe de précaution trouve toute sa signification lorsque l'on fait face à des risques de dommages graves et **irréversibles**. Dans un tel cas, il convient d'agir et de mettre de côté l'incertitude scientifique.

- **Greenpeace est d'avis qu'il faut déterminer ce qui doit être protégé en forêt boréale avant toute allocation de ressources et que l'exploitation de ces ressources allouées garantisse des emplois durables pour les générations à venir.**
- **Greenpeace est d'avis que c'est en consultant une équipe de scientifiques crédibles et indépendants que nous pourrions déterminer ce qui doit être protégé.**

La protection des forêts intactes est sous-estimée dans le document de travail, voire ignorée. Pourtant, c'est un enjeu de plus en plus incontournable dans l'élaboration de politiques publiques liées à la gestion du territoire.

L'approche voulant donner préséance à la préservation des forêts intactes est actuellement mise en application en Argentine. En annexe, vous trouverez une copie de l'article de loi 26,331, de l'Argentine, adoptée en 2007. Cet article applique le principe de précaution, qui se concrétise par les mesures suivantes :

- un moratoire d'un an sur tout nouveau développement en forêt le temps de déterminer ce qui doit être préservé, qui vise à déterminer les zones de conservation prioritaire et d'éviter la fragmentation et la dégradation des forêts primaires intactes et des forêts secondaires qui obligent l'état à réaliser des études d'impacts environnementaux et des audiences publiques avant d'autoriser tout projet de déboisement.

Cette vision est d'autant plus importante dans le contexte environnemental actuel, parce que le réchauffement peut avoir des effets importants sur les écosystèmes forestiers, parce que les forêts intactes permettent une plus grande adaptation face aux conséquences des changements climatiques et finalement parce que les forêts intactes permettent d'atténuer le phénomène du réchauffement planétaire.

Du point de vue de Greenpeace, ce n'est qu'en se dotant d'une vision pour la protection des forêts intactes et d'un réel aménagement écosystémique qui peut aussi garantir des emplois stables pour aujourd'hui et les générations à venir que le gouvernement pourra commencer à regagner la confiance du public, des régions et obtenir, pour sa gestion forestière, une reconnaissance à l'échelle mondiale.

5. La stratégie d'aménagement durable des forêts

5.1 Manque de transparence

Dans le document de travail, nous apprenons que le gouvernement propose l'adoption d'une stratégie de développement durable des forêts. Or, toute discussion entourant les enjeux compris dans cette stratégie ont été évincés dans l'actuelle consultation. Le document de travail ne donne aucun détail quant aux superficies sous zonage, aux superficies allouées à l'aménagement intensif, aux superficies où sera pratiquée la ligniculture, ni aucune précision quant aux balises encadrant ce type d'aménagement qui comporte des changements importants de composition des écosystèmes. Prévoit-on réintroduire l'usage de phytocide et de pesticide en forêt? Accepterons-nous que des arbres OGM soient utilisés en milieu naturel? Toutes réponses à ces questions viendront seulement après l'adoption d'une nouvelle réforme forestière.

La tactique du gouvernement nous semble claire. Le gouvernement vise d'abord à obtenir le champ libre pour l'adoption de sa loi réformant le régime forestier, et éviter des débats environnementaux qui sont pourtant justifiés. Ce n'est que par la suite que sera POSSIBLEMENT dévoilée sa stratégie d'aménagement durable des forêts.

On peut lire en page 15 du document de travail que le «nouveau régime pourrait prévoir l'adoption, par le ministre, d'une stratégie d'aménagement durable des forêts établie sur la base d'une approche écosystémique et d'une gestion intégrée des ressources et du territoire ». Bref, il n'y a aucune garantie que le régime adopte une telle stratégie!

5.2 Pas de consultation

Qui plus est, en ne donnant aucune précision quant aux détails de sa stratégie d'aménagement durable des forêts, le gouvernement n'a pas seulement évacué les enjeux environnementaux de l'actuelle consultation, mais il ne prévoit pas consulter les différents intervenants de la société civile quant à cette stratégie.

On peut lire, toujours en page 15, que « la stratégie devrait être rendue publique et elle pourrait faire l'objet d'une révision si le ministre l'estimait nécessaire afin de favoriser davantage l'aménagement durable».

- *Greenpeace est d'avis que la stratégie d'aménagement durable devrait être soumise à des consultations publiques et rendue publique avant l'adoption du nouveau régime forestier.*

5.3 Zonage et sylviculture intensive

Greenpeace déplore le fait que le document de travail occulte l'intention du gouvernement quant au zonage forestier. Si l'on tient compte des détails du zonage proposé dans le *Livre vert*, on est tenté de voir rouge. Le gouvernement visait alors à définir un nouveau statut de développement de territoire permanent, l'aménagement intensif, et ce, sur approximativement 30 % du territoire forestier productif. D'une part, cette proportion n'est basée sur aucune donnée scientifique. Par ailleurs, elle est fort disproportionnelle quand on la compare à la proportion de territoires visés en aires protégées, 8%.

- *Greenpeace est d'avis qu'avant d'instaurer un zonage du territoire forestier et de déterminer des territoires d'aménagement intensif et de ligniculture, le gouvernement doit préalablement définir ce qui doit être protégé en forêt boréale au Québec. Ainsi, s'il veut réellement mettre en place un aménagement durable des forêts, dans une approche écosystémique, le gouvernement doit d'abord s'assurer qu'une équipe de scientifiques, indépendante et crédible, soit utilisée pour définir les proportions et les territoires sous conservation, sous aménagement écosystémique et sous aménagement intensif.*

5.4 Limite nordique

À propos de la limite nordique des attributions, le rapport Coulombe reconnaît que cette limite offre une certaine mesure de protection : « En établissant une limite nordique pour l'attribution de volume de bois à des fins commerciales en 2000, le gouvernement adoptait une importante mesure de protection. Ainsi, plusieurs écosystèmes forestiers québécois considérés comme fragiles ont été exclus de l'exploitation forestière. »

- *Greenpeace est d'avis que le gouvernement doit maintenir l'actuelle limite nordique des attributions.*

5.5 Aménagement écosystémique

À propos de l'aménagement écosystémique qui était au cœur du virage proposé par Coulombe, les mots sont présent dans le document de travail, mais outre une brève phrase en page 16 pour décrire son objectif, le gouvernement ne précise pas les moyens qu'il utilisera pour mettre en place ce type d'aménagement sur l'ensemble des unités d'aménagement vouées à la production ligneuse.

Greenpeace est d'avis qu'il faudrait adopter la définition utilisée par Coulombe : « un concept d'aménagement forestier ayant comme objectif de satisfaire un ensemble de valeurs et de besoins humains en s'appuyant sur les processus et les fonctions de l'écosystème et en maintenant son intégritéⁱⁱⁱ ».

Selon Greenpeace, un réel virage vers l'aménagement écosystémique passe par le maintien de l'intégrité écologique des écosystèmes et par la protection des forêts intactes puisque l'aménagement écosystémique vise à assurer que la composition et la structure de l'écosystème seront maintenues.

- *Greenpeace rappelle que si le gouvernement veut réellement mettre en place un aménagement durable des forêts, dans une approche écosystémique, il doit d'abord s'assurer qu'une équipe de scientifiques, indépendante et crédible, soit utilisée pour définir les proportions et les territoires sous conservation, sous aménagement écosystémique et sous aménagement intensif.*

5.6 La certification forestière

La certification est fréquemment utilisée pour offrir aux consommateurs un processus d'évaluation externe de bonne gestion forestière. Selon le document de travail, toutes les entreprises d'aménagement travaillant en forêt publique devraient se soumettre à un exercice de certification. Trois organismes de certification sont reconnus au Québec, le CSA, le SFI et le FSC. Or, seule la certification FSC est reconnue par la majorité des organisations écologistes à travers le monde.

La certification FSC est la plus rigoureuse sur le plan environnemental. Sous cette certification, les coupes forestières sont contraintes à de stricts critères sociaux et environnementaux et un suivi du cycle de production jusqu'aux consommateurs est assuré.^{iv} Une analyse exhaustive des normes de certification forestière, effectuée récemment par la firme de consultants indépendants ÉEM, met en évidence les forces de la certification FSC et les faiblesses des certifications CSA et SFI.^v

À la lecture de cette étude, on apprend que la certification FSC est plus rigoureuse puisque toutes les sociétés forestières engagées envers la norme doivent se conformer aux mêmes exigences environnementales adaptées à leur contexte biogéographique. De plus, la norme boréale FSC a été définie par des experts indépendants et s'assure que la compagnie doit se conformer à des exigences de performance élevées en matière d'aménagement écosystémique, d'évaluation environnementale et de suivi, en plus de protection des valeurs sociales et autochtones. Par ailleurs, le processus FSC est beaucoup plus transparent que le CSA. Par exemple, les constatations et demandes d'action correctives émises par le comité de suivi CSA ne sont pas rendues publiques. Enfin, plusieurs critères

au cœur de la certification FSC et qui sont fondamentaux pour la préservation de la biodiversité sont tout simplement absents de la norme CSA. Cette norme ne tient pas compte des espèces menacées et ne favorise pas la protection des forêts à haute valeur de conservation. De plus, la norme CSA permet la conversion de forêt naturelle en plantation et l'utilisation d'arbres modifiés génétiquement.

Ainsi, quand le gouvernement entend « encourager la promotion de bois, de matériaux écologiques par excellence, en partenariat avec le plus de décideurs et de promoteurs possibles », il devrait considérer la certification FSC comme étant l'outil le plus approprié pour y parvenir, tant sur la scène locale, qu'internationale. Enfin, il ne faut pas ignorer le volet économique lié aux différentes certifications. La longue liste de clients, ici comme ailleurs, qui donne la préférence à la certification FSC témoigne d'une tendance marquée dont le Québec devrait profiter afin d'être concurrentiel dans des marchés de plus en plus exigeants sur le plan environnemental. Peut-on en dire autant de CSA, de SFI?

- *Greenpeace est d'avis que le gouvernement devrait donner la préférence à la certification FSC quand viendra le temps d'exiger aux sociétés d'aménagement et aux entreprises d'aménagement la réalisation des interventions forestières certifiées.*

5.7 Changements climatiques et aires de captation de carbone

Le gouvernement libéral a adopté, en 2006, un plan de lutte aux changements climatiques, nommé *Plan d'action 2006-2012, Le Québec et les changements climatiques, un défi pour l'avenir*^{vi}. À l'égard des forêts et de la gestion forestière, une des actions additionnelles du plan suggère de « déterminer la vulnérabilité des forêts québécoises et du secteur forestier aux changements climatiques et d'intégrer les effets anticipés de ces changements dans la gestion forestière. »

Or, ni le *Livre vert*, ni le document de travail ne proposent des mesures additionnelles de protection qui offrent pourtant la possibilité de maintenir le carbone stocké dans l'écosystème. De plus, on ne tient absolument pas compte du fait que les coupes forestières et le développement engendrent des émissions importantes de GES, que près de 84 % du carbone en forêt boréale se trouve dans le sol^{vii} et que la conservation des territoires intacts est une mesure très efficace de préserver des réservoirs considérables de carbone.

- *Greenpeace est d'avis que le gouvernement doit mettre en réserve dès maintenant de vastes territoires de forêts intactes, dans le but de créer de vastes aires protégées, interconnectées, permettant la migration des espèces pour permettre une meilleure adaptation aux changements climatiques.*

5.8 Biomasse forestière

Greenpeace n'est pas en désaccord avec la possibilité d'utiliser la biomasse forestière pour la fabrication d'éthanol cellulosique de 2e génération. Par contre, Greenpeace entrevoit deux dangers potentiels quant au développement d'énergie à partir de la biomasse forestière.

- 1- Le retrait de la majorité des débris ligneux (tiges, branches, etc.) sur les territoires de coupes forestières qui augmentera la dégradation et l'appauvrissement du sol.
- 2- L'augmentation des coupes forestières en forêt intacte pour subvenir à la demande d'énergie produite à partir de la biomasse forestière.

Position générale de Greenpeace sur les bioénergies^{viii}

Greenpeace considère que la bioénergie peut jouer un rôle non négligeable dans la lutte aux changements climatiques. Il ne faudrait cependant pas croire que la bioénergie représente une solution miracle au problème de l'utilisation non durable de l'énergie. Son utilisation doit absolument s'accompagner de mesures politiques et sociales afin de réduire la consommation d'énergie et d'augmenter l'efficacité énergétique.

- *Greenpeace recommande au gouvernement de permettre la production des bioénergies ou biocarburants à partir de cultures qui :*
- *Ne causent pas de dommages aux écosystèmes intacts;*
 - *Ne menacent pas la biodiversité;*
 - *Ne se font pas avec des espèces invasives;*
 - *Préservent la santé biologique des sols et ne les exposent pas à l'érosion;*
 - *Conservent les ressources en eaux.*

6. Conclusion

En terminant, Greenpeace croit que la démarche du gouvernement du Québec visant à réformer, actualiser et améliorer la gestion forestière est essentielle. Cependant, le projet de réforme tel que présenté actuellement ne permet pas de garantir le maintien de l'intégrité des écosystèmes forestiers, la préservation des forêts intactes ou encore de garantir des emplois durables dans ce secteur pour les générations à venir. À notre avis, le gouvernement devra changer de paradigme pour rétablir la confiance des citoyens et pour obtenir la reconnaissance souhaitée sur la scène internationale. Le gouvernement devrait, selon Greenpeace, voir à combler les manques rapidement faute de quoi il risque de compromettre encore plus notre économie.

i SNAP, Mémoire présenté au Bureau d'audience publiques sur l'environnement, Consultation du public sur les aires protégées, Aires protégées des Monts Groulx et de l'île René Levasseur, Juin 2003, p. 10.

ii Ibid

iii Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise, Rapport, décembre 2004, p. 47

iv <http://www.fsc-bc.org/about.htm>

v Environmental Paper Procurement, Review of Forest Certification Schemes in Canada. ÉEM (2007)

vi http://www.mddep.gouv.qc.ca/changements/plan_action/2006-2012_fr.pdf

vii M.J. Apps, W.A. Kurz, R.J. Luxmoore, L.O. Nilsson, R.A. Sedjo, R. Schmidt, L.G. Simpson, and T.S. Vinson (1993). Boreal forests and tundra. Water, Air, and Soil Pollution 70, 39-53.

viii Mémoire de Greenpeace déposé à la caaaq, juin 2007.

<http://www.greenpeace.org/raw/content/canada/fr/documents-et-liens/documents/memoire-caaaq-ethanol.pdf>

**BIBLIOTECA DEL CONGRESO DE LA NACIÓN
CUERPO DE TRADUCTORES
TRADUCTOR: Testa – Suaya – Llull – Izetta
TRADUCCIÓN Nº: 8175
FECHA: 23 - 5 - 08**

**ACT 26,331
ACT OF MINIMUM PROVISIONS FOR THE ENVIRONMENTAL PROTECTION OF
NATIVE FORESTS**

Passed Nov. 28, 2007, enacted Dec. 19, 2007, published Dec. 26, 2007

**Chapter 1
General Provisions**

Section 1. - This act establishes minimal budgets for environmental protection intended to enrich, restore, preserve, exploit and sustainably manage native forests and the environmental services they provide to society. Likewise, it establishes a promotion regime and criteria for the distribution of funds obtained from the environmental services provided by native forests.

Section 2. - In this Act the term native forests shall refer to natural forest ecosystems mainly formed by mature native tree species, together with diverse associated flora and fauna species and the surrounding environment –soil, subsoil, atmosphere, climate, water resources- forming an interdependent network with its own characteristics and multiple functions. These elements, in natural conditions, make the system dynamically balanced, and give society different environmental services, apart from the diverse natural resources with potential for economic exploitation.

This definition includes native primary forests –where no human action has taken place- and secondary forests which re-grow after a clearing, as well as those resulting from voluntary recomposition or restoration.

All those exploited forests not exceeding an area of TEN (10) hectares which belong to indigenous communities or small producers shall be excluded from the scope of this Act.

Section 3. - The aims of this Act are:

- a) To promote forest preservation through the Spatial Planning of Native Forests and the regulation of the farming frontier expansion and any other modification in soil use;
- b) To implement such measures as may be necessary to regulate and control the reduction of existing native forests, in order to achieve a long lasting area;
- c) To improve and maintain the ecological and cultural processes of native forests that benefit society;
- d) To apply the precautionary and preventive principles, preserving those native forests whose environmental benefits –or the environmental damage caused by the absence of said forests- cannot be proved with currently available techniques;
- e) To promote enrichment, preservation, restoration, improvement and sustainable management activities of native forests.

Section 4. - For the purposes of this Act:

- Spatial Planning of Native Forests: Shall mean the rules which, based on the environmental sustainability criteria established in the Schedule of this Act, zone the area of the native forests which can be found in each jurisdiction, according to the different preservation categories.

- Sustainable Management: Shall mean the organization, administration and exploitation of native forests in a way and with an intensity which make it possible to maintain their biodiversity, productivity, vitality, potentiality and regeneration capacity, in order to deal, now and in the future, with relevant national and local ecological, economic and social functions, without harming other ecosystems and preserving the Environmental Services they render to society.

- Native Forest Sustainable Management Plan:

Shall mean the document summarizing the organization, ways and means, in time and space, of the sustainable exploitation of forest wood and non-wood resources in a native forest or group of native forests. For this purpose said document must include a detailed description of the ecological, legal, social and economic aspects of the forest and, particularly, a minute forest inventory to facilitate decision-making as regards the method of forest growing to be applied in each of the native forest units and the estimation of their profitability.

- Soil Exploitation Plan:

Shall mean the document describing the purpose of the exploitation and specifying the organization and means to be used to guarantee sustainability, including extraction and logging. - Clearing: Shall mean every anthropogenic action which deprives the "native forest" of its character and determines the use of its soil for other purposes, such as: agriculture, cattle breeding, forestry, dam building or the development of urban areas.

Section 5. - Environmental Services shall be deemed to include the tangible and intangible benefits generated by the ecosystems of the native forest, which are necessary for the harmony and survival of the natural and biological system as a whole, and in order to improve and secure the standard of living of Argentine nationals who profit from native forests.

The main environmental services provided by native forests to society include:

- Water regulation;
- Biodiversity preservation;
- Soil and water quality preservation;
- Determination of greenhouse gas emissions;
- Contribution to landscape diversification and beauty;
- Defense of cultural identity.

**Chapter 2
Spatial Planning of Native Forests**

Section 6. - Not later than one (1) year as from the enactment of this Act, through a participative process, all jurisdictions shall carry out the Spatial Planning of the Native Forests located in their territory according to the sustainability criteria established in the Schedule of this Act, setting forth the different preservation categories in relation to the environmental value of native forests units and the environmental services they render.

The National Enforcement Authority shall provide, upon request of the Enforcement Authorities of each jurisdiction, such technical, economic and financial assistance as may be necessary to carry out the Spatial Planning of the Native Forests located in their territories.

All jurisdictions shall carry out and periodically update the Spatial Planning of the Native Forests located in their territory.

Section 7. - Those jurisdictions that have not carried out the Spatial Planning of their Native Forests once the term established in section 6 above has lapsed, shall not authorize clearings or any other kind of use and exploitation of native forests.

Section 8. - For the period running between the enactment of this Act and the carrying out of the Spatial Planning of Native Forests, no clearings shall be authorized.

Section 9. - The following are preservation categories of native forests:

- Category I (red): sectors of extremely high preservation value which must not be transformed. This category shall include areas which, by virtue of their location next to reserves, their connectivity value, the presence of outstanding biological values and/or the protection of basins that said areas provide, warrant their continued existence as forests, although they may serve as habitats for indigenous communities and be used for scientific research.

- Category II (yellow): sectors of medium preservation value which may be degraded but in the local enforcement authority's opinion and after certain restoration activities may acquire a higher preservation value and be used for: sustainable exploitation, tourism, scientific sampling and research.

- Category III (green): sectors of low preservation value which may be partially or totally transformed within the criteria of this Act.

Chapter 3

Enforcement Authorities.

Section 10. - The Enforcement Authorities of each jurisdiction shall be established by the National Government, the Provinces and the city of Buenos Aires, respectively.

Section 11. - The National Enforcement Authority shall be the Environment and Sustainable Development Secretariat or any other high-ranking body with environmental functions that may replace said Secretariat in the future.

Chapter 4

Native Forest National Protection Program

Section 12. - The Native Forest National Protection Program, which is hereby established, shall be implemented by the National Enforcement Authority and have the following aims:

a) To promote, within the context of the Spatial Planning of Native Forests, the sustainable management of Category II and III native forests, through the establishment of sustainable management criteria and indicators adjusted to each environment and jurisdiction;

b) To foster such measures as may be necessary to guarantee the sustainable exploitation of native forests, taking into account the indigenous communities that inhabit or depend on them, and seeking to minimize adverse environmental effects;

c) To encourage the creation and maintenance of sufficient and functional forest reserves in each forest eco-region of the national territory, in order to avoid adverse ecological effects and the loss of strategic environmental services. The above mentioned forest reserves shall derive from the process of Spatial Planning of Native Forests in each eco-region and may include the areas surrounding said native forests which are necessary for their preservation;

d) To promote reforestation and ecological restoration plans for degraded native forests;

e) To update, from time to time, the information about the area covered by native forests and their preservation status;

f) To provide the Enforcement Authorities of all jurisdictions with the technical capacities to formulate, monitor, inspect and assess the Sustainable Management Plans of the Native Forests located in their territory, according to the sustainability criteria established in the Schedule. This assistance shall be aimed at enhancing the skills of technical and auxiliary staff, at improving field and desk equipment and access to new surveillance and follow-up technologies, and at promoting the cooperation and standardization of information among equivalent institutions of different jurisdictions, and between them and the National Enforcement Authority.

g) To promote the implementation of preservation, restoration, exploitation and planning measures, as the case may be.

Chapter 5

Authorizations for Clearings or Sustainable Exploitation

Section 13. - Any clearing or sustainable management of native forests shall be authorized by the Enforcement Authority of the corresponding jurisdiction.

Section 14. - Clearings of Category I (red) and II (yellow) native forests shall not be authorized.

Section 15. - The open air burning of waste resulting from clearings or sustainable exploitation of native forests is hereby prohibited.

Section 16. - Natural and legal persons -public or private- requesting an authorization for sustainable management of category II and III native forests, shall conform their activities to a Native Forest Sustainable Management Plan, which shall comply with the minimum requirements of persistence, sustained production and maintenance of the environmental services said native forests render to society.

Section 17. - Natural and legal persons -public or private- requesting an authorization to clear category III native forests, shall conform their activities to a Plan for Exploiting Soil Use Changes, which shall provide for minimum requirements of sustained production in the short, medium and long term and for the use of available technologies improving the efficiency of the proposed activity.

Section 18. - Native Forest Sustainable Management Plans and Plans for Exploiting Soil Use Changes shall be prepared in accordance with the regulations established for each region and zone by the Enforcement Authority of the corresponding jurisdiction. This Authority shall provide for general management and exploitation rules.

The plans shall be assessed and approved by the Enforcement Authority of the jurisdiction prior to their implementation. They shall be signed by the persons in charge of the activity, endorsed by a qualified professional and registered in a record kept in the way and within the scope to be established by the Enforcement Authority.

Section 19. - All projects for native forest clearing or sustainable management shall recognize and respect the rights of the indigenous communities that traditionally inhabit said lands.

Section 20. - In case of present or future environmental damage causally related to false or omitted data in the Native Forest Sustainable Management Plans or Plans for Exploiting Soil Use Changes, the natural or legal persons who have signed said studies shall be jointly and severally liable together with those in charge of the authorization.

Section 21. - Should non-sustainable activities related to native forests be performed by small producers and/or farmers' communities, the Enforcement Authority of the corresponding jurisdiction shall implement technical and financial aid programs in order to promote the sustainability of said activities.

Chapter 6

Environmental Impact Assessment

Section 22. - In order to obtain an authorization for clearing and sustainable use activities, the authorization request submitted by the enforcement authority of each jurisdiction shall go through an environmental impact assessment procedure.

The environmental impact assessment shall be compulsory for clearing purposes. It shall also be compulsory with respect to the sustainable use if it has the potential to cause significant environmental impacts, as those which may generate or give rise to at least one of the following effects, characteristics or circumstances.

- a) Significant adverse effects on the quantity and quality of renewable natural resources, including the soil, the water and the air;
- b) Resettling of human communities, or significant changes of the way of living and customs of human groups;
- c) Proximity to populations, resources and protected areas which may be affected, as well as the environmental value of the territory where the project or activity shall be executed.
- d) Significant modification, in terms of magnitude or extension, of the landscape or tourist value of a zone;
- e) Modification of monuments, sites with anthropological, archeological and historical value and, in general, those sites belonging to the cultural heritage.

Section 23. In the environmental impact assessment procedure, the enforcement authority of each jurisdiction shall:

- a) To provide information to the National Enforcement Authority;
- b) To issue the Environmental Impact Declaration;
- c) To approve the sustainable management plans for native forests;
- d) To ensure the fulfillment of sections 11, 12 and 13 of Act 25675 – Environment General Act, and of the provisions of this act.

Section 24. - The study of the Environmental Impact (EIA) shall contain, at least and notwithstanding the supplementary requirements established by each jurisdiction, the following data and information:

- a) Individualization of the persons in charge of the project and of the Environmental Impact Study;
- b) Description of the project proposed with a special mention of: purposes, location, components, technology, raw materials and inputs, power source and use, wastes, products, stages, generation of jobs, economic benefits (specifying private ones, public ones and benefited social groups), quantity of direct and indirect beneficiaries;
- c) Native Forest Sustainable Management Plan, including proposals directed to prevent and mitigate adverse environmental impacts and optimize positive impacts, actions of environmental restoration and compensation mechanisms, monitoring measures, follow-up of detected environmental impacts and emergency response;
- d) In the case of clearing operations, it shall be necessary to analyze the space relationship between clearing areas and areas corresponding to surrounding forest masses in order to ensure the harmonization with the provisions of section 6°;
- e) Description of the environment where the project shall be developed: definition of the influence area, state of the natural and antropic environment, with a special reference to the updated situation of indigenous, original peoples or country-side communities that inhabit the region; physical, biological, social, economic and cultural components; its dynamics and interactions; environmental problems and heritage values. Legal and institutional framework;
- f) Prognosis of the future evolution of the physical, economic and social environment if the proposed project is not implemented;
- g) Options analysis: description and comparative assessment of the alternative projects of location, technology and operation as well as their respective environmental and social effects. Description and detailed assessment of the option selected;
- h) Significant environmental impacts: identification, characterization and assessment of foreseeable positive, negative, direct, indirect, singular and accumulative effects in the short, medium and long-term, mentioning the uncertainties associated to the forecasts and taking into account all the stages of the project cycle;
- i) A summary document, written down in easily understandable terms which contains a synthesis of the findings and actions recommended.

Section 25. - The enforcement authority of each jurisdiction, after analyzing the Environmental Impact Study and the results of the public hearings or consultations, shall issue an Environmental Impact Declaration which shall:

- a) Approve or reject the environmental impact study of the project;
- b) Provide information to the National Enforcement Authority;

Chapter 7 Public Hearing and Consultation

Section 26. - As regards projects on native forests clearing, the enforcement authority of each jurisdiction shall ensure the full compliance of sections 19, 20 and 21 of Act 25675 - Environment General Act – before issuing the authorizations to develop those activities.

In all the cases, compliance shall be given to provisions of sections 16, 17 and 18 of Act 25675 -Environment General Act- and, in particular, measures shall be adopted to ensure the access to the information to indigenous, original peoples and country-side communities and others related ones, about the authorizations granted for clearing purposes, within the framework of Act 25831 – Regime of Free Access to Environmental Public Information.

Chapter 8 National Register of Offenders

Section 27. - Any natural or legal person, whether public or private, who has violated national or provincial forest or environmental regimes or acts, insofar as it does not comply with the penalties imposed, shall not obtain a clearing or sustainable use authorization.

For this purpose, the National Register of Offenders –which shall be in charge of the National Enforcement Authority –is hereby established. The Enforcement Authorities of the different jurisdictions shall submit the information about the offenders of the respective jurisdiction and shall verify its inclusion in the National Register, which shall be publicly available in all the national territory.

Chapter 9 Supervision

Section 28. - The Enforcement Authorities of each jurisdiction shall monitor the permanent compliance of the provisions of this Act, as well as the compliance of the conditions which allowed the granting of the authorizations for the clearing or sustainable use of native forests.

Chapter 10 Penalties

Section 29. - Penalties for non-compliance with this Act and its regulations, notwithstanding the other responsibilities which may correspond, shall be established in each jurisdiction according to their respective police power but in no case they shall be lower than the penalties hereby established.

Those jurisdictions which lack a penalties regime shall provisionally enforce the following penalties that correspond to the national jurisdiction:

- a) Warning;
- b) Fine between THREE HUNDRED (300) and TEN THOUSAND (10.000) basic salaries of the initial category of the national public administration. The sum of these fines shall be assigned to the environmental preservation area that may correspond;
- c) Suspension or repeal of authorizations. These penalties shall be enforceable after the hearing of a summary proceeding held in the jurisdiction where the offense was committed and they shall be ruled by the administrative procedure rules that may correspond, ensuring the due legal process and they shall be classified according to the nature of the offense.

Chapter 11

National Fund for the Enrichment and Preservation of Native Forests

Section 30. The National Fund for the Enrichment and Preservation of Native Forests is hereby established, with the purpose of compensating those jurisdictions which preserve native forests for the environmental services they provide.

Section 31. -- The Fund shall be made up of:

- a) The budgetary items annually assigned to it in order to comply with this Act, which shall not be less than 0.3% of the national budget;
- b) Two percent (2%) of the total amount of the retentions made to the exports of preliminary and secondary products coming from agricultural, cattle-breeding and forestry sectors, corresponding to the year previous to the year under consideration;
- c) Loans and/or subsidies specifically granted by National and International Agencies;
- d) Gifts and legacies;
- e) Any other contribution directed to the implementation of programs managed by the Fund;
- f) The proceeds of the sale of publications or of other kind of services related to the forestry sector;
- g) Resources derived from previous years that have not been used.

Section 32. - The National Fund for the Preservation of Native Forests shall be annually distributed among the jurisdictions which have complied with the preparation and approval through a provincial act of their Regulations on Native Forests. The National Enforcement Authority together with the enforcement authorities of each jurisdiction which have declared the existence of native forests in their territory shall annually determine the sums to be paid, taking into account for this determination:

- a) The percentage of surface of native forests declared by each jurisdiction;
- b) The relationship existing in each provincial territory between its total surface and that of its native forests;
- c) The preservation categories declared, assigning to category I a greater amount by hectare than the amount assigned to category II.

Section 33. - The Enforcement Authorities of each jurisdiction shall submit to the National Enforcement Authority their Spatial Planning of Native Forests together with the documents required by the regulations for proving the existence of their respective native forests and classification categories.

Section 34. - The National Enforcement Authority, for the purposes of granting the benefits corresponding to environmental services, may periodically verify the preservation of native forest areas and the preservation categories declared by the respective jurisdictions.

Section 35. - Use of Fund resources. The jurisdictions shall use the Fund resources in the following way:

- a) 70% to compensate the holders of the lands where public or private native forests are located, according to their preservation categories. The benefit shall be a non reimbursable contribution to be paid by hectare and by year, according to the categorization of native forests, generating the obligation for holders of making and updating a Plan of Management and Preservation of Native Forests which shall be approved in each case by the Enforcement Authority of the respective jurisdiction. The benefit shall be annually renewable without a period limitation.
- b) 30% to the Enforcement Authority of each Jurisdiction, which shall assign it to:
 - 1. Develop and keep a monitoring network and systems of information of its native forests;
 - 2. The implementation of technical and financial assistance programs in order to favor the sustainability of non sustainable activities developed by small producers and/or indigenous and/or countryside communities.

Section 36. - The National Fund for the Preservation of Native Forests shall be administered by the National Enforcement Authority together with the enforcement authorities mentioned by section 32, who shall issue the regulatory rules for this purpose. The National Authority shall determine the means necessary to implement comprehensive controls related to the supervision and audit by the General Audit Office of the Nation and the Comptroller General Office of the Nation, according to provisions of Act 24156.

Section 37. - The administration of the Fund shall annually prepare a report on the destination of the funds transferred during the previous year, which shall include a detail of the amounts by province and by forests categories. Such report shall be published in the web site of the National Enforcement Authority.

Section 38. - The jurisdictions which have received amounts of the National Fund for the Preservation of Native Forests shall annually submit to the National Enforcement Authority a report containing the use and destination of the funds received. The National Enforcement Authority shall implement the corresponding mechanisms in order to supervise the use and destination of the funds granted and the beneficiaries compliance with the requirements and conditions imposed.

Section 39. - The sections of this chapter contribute to the spirit and unity of this act, in the terms of section 80 of the National Constitution.

Chapter 12

Supplementary provisions

Section 40. - In the case of native forests which have been damaged by fires or other natural or antropic events which have caused their impoverishment, the enforcement authority of the respective jurisdiction shall be responsible for developing the tasks necessary for their recovery and restoration, keeping the classification category defined in the spatial planning.

Section 41. - The Enforcement Authorities of each jurisdiction shall determine the period in which the activities related to the use of pre-existing native forests or clearings in the areas categorized as I and II shall adjust to the provisions of this act.

Section 42. - The Executive Power shall regulate this act and create the Fund mentioned in section 30 and the following ones in a maximum period of NINETY (90) days after their promulgation.

Section 43. - The Schedule is a part of this Act.

Section 44. - Be it Informed to the Executive Power.

PASSED IN THE SESSIONS ROOM OF THE ARGENTINE CONGRESS, BUENOS AIRES, TWENTY-EIGHTH DAY OF NOVEMBER OF THE YEAR TWO THOUSAND AND SEVEN.

- REGISTERED UNDER N° 26.331 -

DANIEL O. SCIOLI. - ALBERTO E. BALESTRINI. - Enrique Hidalgo. - Juan H. Estrada.

